

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant
pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N° 113
27 mars 2007

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

Intervention de Roland Michel, délégué Front Unique au Congrès national du Snes, le 26 mars 2007 :

Le congrès du Snes doit se prononcer : battre Sarkozy, Le Pen, Bayrou, De Villiers !

Camarades,

Ce congrès se tient alors qu'un coup de première importance a été porté aux enseignants avec la casse des décrets de 1950, avec toutes ses conséquences sur les collègues en terme de flexibilité et de baisse brutale du pouvoir d'achat.

Durant plusieurs mois, les enseignants ont cherché avec ténacité à centraliser leur combat contre le gouvernement UMP-UDF. Ils ont en particulier imposé l'appel unitaire à la grève de décembre dernier comme ils ont imposé que les dirigeants syndicaux ne participent pas au CTPM qui devaient l'entériner. Ils ont exigé à de multiples reprises à travers des prises de position d'établissements, voire même d'instances académiques de syndicats, l'appel à la manifestation centrale, unie, au ministère, pour aller arracher l'abrogation du décret de Robien.

Ils cherchaient à affronter le gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy, mais la direction du SNES, elle, l'a systématiquement esquivé. Aussi a-t-on eu droit à une succession de journées d'actions décentralisées, pulvérisant la volonté de combat des collègues en actions locales impuissantes, jusqu'à la journée du 20. Aujourd'hui si Robien peut triompher, déclarer que la faible participation au 20 Mars prouve que les enseignants l'approuvent, la responsabilité n'est en aucun cas celle des enseignants. Les enseignants qui massivement ont cherché à combattre ont pris connaissance de sa déclaration, la rage au cœur. Non ! Si Robien peut tenir ces propos, la responsabilité est celle des directions syndicales et en premier lieu celle de la direction du SNES. Car aujourd'hui, la réalité, c'est la mise en œuvre du décret. Pour le reste, les déclarations des candidats n'engagent que ceux qui les croient...

Depuis la manifestation du 20 janvier, la direction nationale a entrepris d'interpeller les candidats, rencontrant ainsi à deux reprises Sarkozy, l'homme dont la police, appliquant sa politique, rafle les enfants dans les écoles et jette nos collègues au trou s'ils s'y opposent. En expliquant que l'on pouvait rencontrer Sarkozy et non Le Pen, elle lui a délivré un label de « républicanisme ». Il se trouve simplement que Sarkozy emprunte des pans entiers de son programme à Le Pen.

Rencontrer Sarkozy, c'est inacceptable, c'est l'homme du ministère de « l'identité nationale », proposition qui s'inscrit dans la continuité de Pétain, du ministère des affaires juives. Comme le dit un journaliste d'*El Pais* : « *Si on crée le ministère de l'Identité nationale, il faut ressusciter Papon.* » !

La raison de ces rencontres vient de nous être donnée puisque la représentante de la direction du SNES vient de nous annoncer comme un « succès » qu'il y aurait des rencontres avant l'été sur le temps de travail des enseignants. Darcos, conseiller de Sarkozy, a éclairé le contenu tant des rencontres récentes que des rencontres à venir en se targuant d'un consensus sur l'annualisation du temps de travail des enseignants et la réduction des horaires de cours des lycéens dont il attend bien plus de suppressions de postes encore que du décret Robien. Car bien sûr les Sarkozy et Bayrou ont ouvertement mis à l'ordre du jour pour l'après élections la concertation : non seulement sur le « temps de travail des enseignants » - pour aller plus loin encore dans la remise en cause du statut -, mais encore sur une nouvelle contre réforme des retraites, une contre réforme de l'université instaurant la sélection et donc liquidant le bac comme premier diplôme universitaire etc.

Alors pour toute organisation attachée à la défense des intérêts des travailleurs, ce qui est à l'ordre du jour, c'est de tout faire pour que Sarkozy, Bayrou, Le Pen, Villiers soient battus.

Mais alors que nous sommes à un mois des élections, il paraîtrait que le syndicat n'aurait pas à prendre position. Voilà ce que disent ceux qui ont appelé à voter Chirac en 2002. Mais l'organisation syndicale ne peut rester neutre, car les conditions du combat en défense des intérêts des enseignants seront différentes selon l'issue des présidentielles et des législatives qui suivront.

La véritable indépendance syndicale, c'est l'indépendance par rapport à l'Etat et aux patrons.

Tout doit être fait pour que Sarkozy, candidat commun de l'UMP et du Medef, ainsi que ses acolytes Le Pen et Bayrou, soient battus. Et pour cela, le SNES n'a pas d'autre possibilité que d'appeler à voter pour les candidats des partis issus du mouvement ouvrier. Comme d'ailleurs les travailleurs n'ont pas d'autre possibilité que d'émettre un tel vote. Et ce malgré la répulsion que peut légitimement inspirer par exemple une campagne qui se vautre dans le drapeau tricolore au chant de La Marseillaise. Car le contenu fondamental du vote en leur faveur ne serait aucunement un soutien à leur programme mais la manifestation du rejet des candidats des partis bourgeois, la manifestation malgré tous les obstacles de leur haine en particulier de Sarkozy, haine légitime et qui aurait dû interdire à des militants syndicaux d'aller le rencontrer pour discuter tranquillement par deux fois !

Le délégué Front Unique présentera une motion pour que le congrès national du SNES se prononce conformément à l'intérêt de ses mandats pour la défaite des Sarkozy, Bayrou, Le Pen.

Au-delà de cette motion il appelle les syndiqués à s'organiser pour une autre orientation du SNES que celle qui conduit régulièrement aux défaites qui se sont accumulées en particulier depuis 2002.

Je souhaite m'abonner à la **Lettre de liaison**

Nom:.....

Adresse:.....

Joindre un chèque de 10 euros pour 10 numéros à l'ordre de « Front Unique » et envoyer à l'adresse suivante:
Front Unique, 11, rue Michalias, 63000 Clermont-Fd.

www.frontunique.com

email : courrier@frontunique.com